

Reprise dans un climat tendu après trois semaines de grève chez ArcelorMittal Dunkerque

Florence Traullé

Les grévistes n'ont pas eu gain de cause sur les négociations salariales annuelles, au moment où les démissions se multiplient chez le géant sidérurgique.

Trois semaines de grève et « on n'a rien obtenu », lâche, dépité, Gaëtan Lecocq, délégué CGT d'ArcelorMittal à Dunkerque (Nord), la plus grosse usine sidérurgique du groupe. Lancé le 4 décembre, le mouvement est qualifié d'« historique » par les grévistes. Dans certains services liés à la production, on comptait 100 % de grévistes, selon la CGT. Ces derniers n'ont pas du tout goûté la réquisition de cinq ouvriers chez lesquels la police a débarqué à 1 heure du matin, dans la nuit du 4 au 5 décembre. « Ce n'est pas la première fois qu'ils font le coup, sous le prétexte que l'on est un site Seveso et que ces gars seraient indispensables à la sécurité du site, mais ils bossent aux trains qui transportent les bobines d'acier », raconte un sidérurgiste qui travaille au haut-fourneau 4. C'est le plus grand de cet immense site industriel (8 kilomètres sur 4), longtemps fleuron de la sidérurgie française, du temps où il s'appelait Usinor, avant de devenir Sollac, puis Arcelor et enfin ArcelorMittal en 2007.

Le 30 mars, le blindage du haut-fourneau a été percé, ce qui a provoqué une coulée de 150 tonnes de métal en fusion et un incendie qui a mis le feu à cet équipement géant d'où sortent 10 000 tonnes d'acier par jour. Il est resté à l'arrêt presque trois mois. « Personne n'a été étonné, confie Gaëtan Lecocq. On ne cesse d'interpeller sur la vétusté des installations, mais on ne nous écoute pas. On a même fait des alertes de "danger imminent" auprès des services de l'Etat, mais rien... »

C'est l'ouverture, début décembre, des négociations annuelles obligatoires sur les salaires, et la perspective d'une nouvelle convention collective, début janvier, « moins favorable sur les avantages sociaux », qui ont poussé la CGT à débrayer à Dunkerque. Pour faire face à l'inflation, le syndicat réclamait une augmentation de 300 euros brut. « On fabrique des bobines d'acier de 25 tonnes qui partent pour le finissage sur d'autres sites du groupe. On a tenu trois semaines. Ça a mis le bazar dans plusieurs usines », assure un technicien de maintenance qui préfère ne pas donner son nom « vu le climat qui règne ici ». La direction a évalué le manque à produire à 115 000 tonnes et regrette « des perturbations qui nuisent gravement à la crédibilité du site de Dunkerque dans un contexte de défense d'investissements lourds ».

« Avant, on était des princes »

La signature des accords de négociations annuelles obligatoires par deux syndicats, la CFDT et la CFE-CGC, le 14 décembre, n'est pas passée chez le géant sidérurgique dunkerquois, où la CGT est majoritaire au sein des ouvriers de production et des techniciens. « On a obtenu une augmentation de 3,7 %, bien en deçà que ce que l'on réclamait et des 4,4 % accordés l'an dernier », déplore Philippe Verbeke, délégué CGT régional. Trop peu pour les grévistes qui

pointent « les 800 millions versés aux actionnaires au début de l'année, les plus de 6 milliards de bénéfices du groupe sur les neuf premiers mois. Et les aides de l'Etat qui se chiffrent en millions pour la décarbonation de l'usine de Dunkerque », premier pollueur industriel des Hauts-de-France.

« Avant, quand il y avait une grève, la direction venait nous parler. Là, elle a joué le pourrissement, déplore M. Lecocq. On a eu une rencontre informelle avec le DRH. On demandait une prime de redémarrage. Ce n'était pas indécent juste avant Noël. Il nous a répondu qu'ils ne paieraient pas de rançon ! » Ici, on compare les salaires avec ce qui est pratiqué ailleurs dans le Dunkerquois. « Et chez Aluminium Dunkerque, ils ont eu 10 000 euros d'intéressement. Nous ? Des miettes », râle un sidérurgiste, troisième génération dans le métier. « Avant, on était des princes de la classe ouvrière, comme les mineurs. Aujourd'hui, on est payés quasi comme chez Lidl, mais nous, on risque notre vie ! »

Au moment où le Dunkerquois enchaîne les bonnes nouvelles, notamment l'arrivée de gigafactories pour la production de batteries électriques pour l'automobile, le marché de l'emploi n'a jamais été aussi marqué par les pénuries de main-d'œuvre depuis plusieurs décennies. Ainsi, 16 000 emplois industriels vont être créés d'ici à 2030. « Nous, on est qualifiés et l'on sait bosser. Il faut des années pour être au point, observe Gaëtan Lecocq. Pas étonnant que les démissions se multiplient. En production, la moyenne d'âge est entre 30 et 40 ans. C'est pas dur de trouver du boulot ailleurs. On se demande si ça n'arrange pas ArcelorMittal. » Le syndicaliste chiffre entre 150 et 200 les démissions récentes, une évaluation que nous n'avons pu vérifier du côté de la direction, qui n'a pas répondu à nos sollicitations. « Des gars sont partis chez Aluminium mais aussi ailleurs dans la région. Ça recrute partout », dit-il.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)